

MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**PROCOLE**

*Sous-direction des  
privilèges et immunités  
diplomatiques et consulaires*

Le 23 avril 2018

N° PRO/PIDC  
9018 - 1261473

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - Protocole - présente ses compliments aux organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France et, se référant aux conditions d'accès au marché du travail des conjoints et enfants de fonctionnaires d'organisations internationales intergouvernementales, a l'honneur de leur faire part de ce qui suit :

La présente note verbale circulaire a pour objet de définir les conditions et modalités d'accès au marché du travail des conjoints et enfants de fonctionnaires des organisations internationales intergouvernementales. Elle se substitue aux précédentes instructions en ce domaine. Ces modalités ont été diffusées à tous les préfets de région, préfets de départements, directeurs de l'emploi et de la concurrence, de la consommation, du travail et des entreprises (métropole) par note conjointe du ministère de l'intérieur et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

**1 / Champ d'application et bénéficiaires**

Cette procédure s'applique aux ressortissants étrangers (hors Union européenne – UE – et Espace Economique Européen – EEE – et Confédération suisse) conjoints et enfants (âgés de moins de 21 ans ou enfants handicapés à charge âgés de plus de 21 ans) de fonctionnaires des organisations internationales intergouvernementales en poste en France, titulaires d'un titre de séjour spécial délivré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

**2 / Procédure**

**A/ Pour l'exercice d'une première activité salariée**

Toute demande d'autorisation de travail doit être adressée par l'organisation internationale intergouvernementale dont relève le fonctionnaire concerné au Protocole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Le Protocole transmet la demande au ministère de l'intérieur (direction générale des étrangers en France, direction de l'immigration, sous-direction du séjour et du travail, bureau de l'immigration professionnelle) avec les documents prévus en annexe.

**Organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France**

Les demandes d'autorisation de travail sont instruites, à titre dérogatoire, par ce bureau en première instance, sans que la situation de l'emploi soit opposée, même en l'absence d'un accord bilatéral entre le pays du demandeur et la France, pour les demandes d'autorisations de travail à titre de « salarié ».

Sauf cas exceptionnel (contrats aidés, non-respect de la rémunération minimale réglementaire, professions réglementées pour lesquelles certaines conditions d'exercice ne sont pas remplies, etc.), une autorisation de travail est délivrée par le bureau de l'immigration professionnelle qui en informe le Protocole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et envoie instruction au préfet (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi -Di(R)ECCTE-, service de la main d'œuvre étrangère – SMOE), territorialement compétent de viser favorablement le contrat de travail (formulaire 15186\*02).

L'autorisation de travail est délivrée pour la durée du contrat de travail dans la limite de 12 mois, renouvelable pour les contrats d'une durée supérieure et pour la durée de la mission du fonctionnaire d'une organisation internationale intergouvernementale en poste en France.

La délivrance de l'autorisation de travail est gratuite.

#### B / Pour l'exercice d'une activité libérale sous le statut fiscal d'autoentrepreneur

Toute demande d'exercice d'une activité professionnelle à titre indépendant doit être adressée par le fonctionnaire à l'organisation internationale intergouvernementale dont il relève, qui l'adresse ensuite au Protocole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Le Protocole transmet la demande au ministère de l'intérieur (direction générale des étrangers en France, direction de l'immigration, sous-direction du séjour et du travail, bureau de l'immigration professionnelle) avec les documents suivants :

Note verbale de l'organisation internationale intergouvernementale

Projet professionnel écrit de l'intéressé

Copies des titres de séjour spéciaux du conjoint ou de l'enfant et de celui du fonctionnaire de l'organisation internationale intergouvernementale en poste en France.

Eu égard à la spécificité de leur séjour en France, subordonné à celui du fonctionnaire auprès de l'organisation internationale en France, le ministère de l'intérieur prend acte de cette demande et dans ces conditions particulières, permet l'exercice d'une activité professionnelle non salariée, sous couvert de leur titre de séjour spécial (autorisation de travail sans objet).

Néanmoins, il appartient au demandeur d'effectuer une déclaration d'activité auprès de l'URSSAF et du régime social des indépendants afin de se mettre en conformité avec la législation française en matière fiscale et sociale.

Le ministère de l'intérieur en avise le Protocole par courrier.

### C/ Pour l'exercice d'une activité commerciale

L'exercice d'une activité commerciale en France est subordonné à l'inscription de l'entreprise auprès du registre du commerce et des sociétés. Le titre de séjour spécial ne le permet pas.

En effet, tout ressortissant étranger (hors Union européenne, Espace économique européen et Confédération suisse) doit, pour immatriculer son entreprise auprès du registre du commerce et des sociétés, présenter un titre de séjour l'autorisant à le faire, dont la liste est fixée à l'annexe 1-1 de l'article A.123-45 du code du commerce. Le titre de séjour spécial délivré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères n'y figure pas.

Cependant, sous couvert d'un titre de séjour spécial, le demandeur peut investir dans une société sans la créer, sans pouvoir en être le représentant légal (c'est-à-dire être considéré comme commerçant au sens du code du commerce). Il doit confier la gestion de cette entreprise à une tierce personne, ou s'associer avec une personne pouvant légalement se voir reconnaître le statut de commerçant.

### D / Pour l'exercice d'une activité réglementée

Pour l'exercice d'une activité réglementée (médecin, infirmier, architecte, avocat etc.) les intéressés doivent justifier qu'ils remplissent les conditions d'exercice de la profession et notamment l'inscription au tableau de l'Ordre compétent.

### **3/ Organisation**

Dès réception de la demande transmise par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le ministère de l'intérieur en assure un traitement prioritaire.

En ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle salariée, les services de la main d'œuvre étrangère des Di(R)ECCTEs s'attachent à traiter ces dossiers dans les meilleurs délais /



Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - Protocole - saisit l'occasion de cette communication pour renouveler aux organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France les assurances de sa haute considération.



**ANNEXE**

**Fiche de procédure concernant l'accès à l'emploi des ayants droit d'un fonctionnaire d'une organisation internationale intergouvernementale :**

**Exercice d'une activité salariée.**

<p><b>Instruction au cas particulier</b></p>	<p>Demandeur : le conjoint(e) ou l'enfant (âgé de moins de 21 ans ou enfants handicapés à charge âgés de plus de 21 ans) d'un fonctionnaire d'une organisation internationale intergouvernementale</p>
<p><b>Objet</b></p>	<p>Demande d'autorisation de travail dans le cadre de la procédure particulière pour un ressortissant étranger titulaire d'un titre de séjour « spécial » délivré par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères.</p>
<p><b>Services concernés</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisations internationales intergouvernementales</li> <li>- Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE)</li> <li>- Ministère de l'intérieur (MI)</li> <li>- Di(r)ecctes - unités départementales (service main d'œuvre étrangère).</li> </ul>
<p><b>Procédure de délivrance et pièces à fournir</b></p>	<p>L'intéressé étant titulaire d'un titre spécial délivré par le MEAE, cette demande sera instruite dans le cadre d'une procédure particulière mise en place entre le MEAE et le ministère de l'intérieur.</p> <p>Il appartient au fonctionnaire de l'organisation internationale intergouvernementale d'adresser sa demande à son organisation qui l'adressera au :</p> <p style="text-align: center;">Protocole du ministère de l'Europe et des affaires étrangères Sous-direction des privilèges et immunités diplomatiques et consulaires 57, boulevard des Invalides 75700 Paris</p> <p>Cette requête devra comporter les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- note verbale de l'organisation internationale intergouvernementale adressée au Protocole du MEAE ;</li> <li>- formulaire CERFA n° 15186*02<sup>1</sup> « demande d'autorisation de travail pour un salarié étranger » complété et signé par l'employeur en quatre exemplaires (feuillet 1 et 2) ;</li> <li>- contrat ou promesse d'embauche de l'employeur comportant les coordonnées de l'entreprise, le type d'emploi, le type de contrat (CDD ou CDI), la durée hebdomadaire de travail et le montant de la rémunération mensuelle brute ;</li> <li>- copies des titres de séjour spéciaux du conjoint ou de l'enfant et du fonctionnaire de l'organisation internationale en France ;</li> </ul>

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R18894>

	<p>- 4 photos d'identité du demandeur.</p> <p>Cette demande sera ensuite transmise par le Protocole du ministère de l'Europe et des affaires étrangères au ministère de l'intérieur (DGEF- bureau de l'immigration professionnelle), pour examen et décision.</p>
<b>Conditions d'examen</b>	<p>Les titres de séjours spéciaux remis aux membres de famille n'autorisent pas à travailler en France, c'est donc à titre dérogatoire que ces dossiers sont instruits par le bureau de l'immigration professionnel (BIP) du ministère de l'intérieur, en première instance, sans que la situation de l'emploi ne soit opposée et ce, même en l'absence d'accord bilatéral entre le pays du demandeur et la France pour les demandes d'autorisations de travail à titre « salarié ».</p> <p>Sauf cas exceptionnel (contrats aidés, non-respect de la rémunération minimale réglementaire, professions réglementées pour lesquelles certaines conditions d'exercice ne sont pas remplies, etc.), une autorisation provisoire de travail est donnée par le BIP, qui en informe le Protocole du MEAE et qui donne l'instruction à l'unité départementale (service de la main d'œuvre étrangère) concernée (relative au lieu de résidence du demandeur) de viser favorablement le CERFA présenté et de délivrer une autorisation provisoire de travail (APT).</p>
<b>Durée de l'autorisation provisoire de travail</b>	<p>Cette APT est d'une durée égale à celle du contrat de travail présenté s'il est inférieur à 12 mois (CDD) et elle est de 12 mois dans les autres cas. Elle est renouvelable dès lors que l'activité professionnelle se poursuit mais dans la limite de la durée de la mission en France du fonctionnaire.</p> <p>L'autorisation provisoire de travail est matérialisée par la validation du formulaire CERFA visé et l'unité départementale en adresse un exemplaire à l'étranger concerné et un autre à son employeur.</p>
<b>Coût de l'autorisation provisoire de travail</b>	<p>Elle est remise gratuitement sans qu'aucune taxe ne soit demandée à l'employeur.</p>
<b>Renouvellement de l'autorisation provisoire de travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour un CDI, la demande doit être adressée directement à l'unité départementale compétente accompagnée des documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- copie de l'autorisation provisoire de travail initiale (CERFA visé) ;</li> <li>- copie du titre de séjour spécial du MEAE en cours de validité de l'étranger concerné et de son conjoint ;</li> <li>- copies des trois derniers bulletins de salaire du fonctionnaire.</li> </ul> </li> <li>- Pour un CDD, dès lors que la demande concerne le même employeur, les documents à fournir seront les mêmes que pour le CDI, en ajoutant une copie de l'avenant prorogeant ce CDD.</li> </ul> <p>En cas de nouvel employeur, le demandeur devra effectuer une nouvelle demande selon les dispositions initiales.</p>

MINISTRY FOR EUROPE AND FOREIGN AFFAIRS

**PROCOLE**

*Diplomatic and Consular Privileges and  
Immunities Department*

23 April 2018

N° PRO/PIDC

2018-1261473

The French Ministry for Europe and Foreign Affairs – Protocol – presents its compliments to the international organizations headquartered or having an office in France and, regarding the conditions for the access to the labour market of spouses and children of the servants of intergovernmental international organizations, has the honour to inform them of the following:

This circular note verbale sets out the conditions and procedures for access to the labour market for partners and children of civil servants working for intergovernmental international organizations. It replaces previous instructions on this issue. These procedures have been sent to all the regional prefects, departmental prefects, directors for employment, competition, consumption, work and businesses (metropolitan France) via a joint note from the Ministry of the Interior and the Ministry for Europe and Foreign Affairs.

**1/ Scope and beneficiaries**

This procedure applies to all foreign nationals (excluding European Union – EU – and European Economic Area – EEE – and Swiss Confederation nationals) who are partners and children (aged under 21 years or dependent handicapped children over the age of 21) of civil servants working for intergovernmental international organizations in France and who hold a special residence permit issued by the Ministry for Europe and Foreign Affairs.

**2 / Procedure**

**A/ To carry out a first salaried job**

All requests for work authorization must be sent to the Ministry for Europe and Foreign Affairs – Protocol – by the intergovernmental international organization which employs the civil servant in question.

Protocol shall submit the request to the Ministry of the Interior (General Directorate for Foreign Nationals in France, Immigration Directorate, Department for Residence and Work, Office for Professional Immigration) with the documents listed in the appendix.

**International organizations headquartered or having an office in France**

Work authorization requests shall be examined, by way of derogation, by this office in the first instance which cannot take into account the employment situation, even if there is no bilateral agreement between France and the applicant's country of origin, for "salaried" work requests.

Except in exceptional circumstances (*contrats aidés*, failure to respect minimum wage regulations, regulated professions for which certain conditions are not met, etc.), work authorization shall be granted by the professional immigration office which shall inform the Protocol Department of the Ministry for Europe and Foreign Affairs and shall send the instruction to the prefect (regional directorate of employment, competition, consumption, work and business – Di(R)ECCTE –, service for foreign workers – SMOE), which are competent to authorize the work contract (Form 15186\*02).

The work authorization is valid for the duration of the work contract up to 12 months, renewable for contracts of longer duration and for the duration of the posting of the civil servant working for an intergovernmental international organization in France.

Work authorization shall be granted free of charge.

#### B / For self-employment under the *autoentrepreneur* tax status

All requests for authorization for self-employment must be sent by the civil servant to the intergovernmental international organization by which they are employed which shall transfer the request to the Protocol Department of the Ministry for Europe and Foreign Affairs.

The Protocol Department will submit the request to the Ministry of the Interior (General Directorate for Foreign Nationals in France, Immigration Directorate, Sub-Directorate for Residence and Work, Office for Professional Immigration) with the following documents:

Note verbale from the intergovernmental international organization

Written career plans for the individual concerned

Copies of the special residence permits of the partner or child and that of the civil servant working for an intergovernmental international organization in France.

Given that the individual is in France under special conditions as a child or partner of a civil servant working for an international organization in France, the Ministry of the Interior shall take note of this request and under these specific circumstances, shall allow the individual to carry out a non-salaried professional activity (authorization to work without contract).

However, the individual carrying out the request must declare their activity to the URSSAF and the independent traders social security regime in order to comply with French tax and social legislation.

The Ministry of the Interior shall inform Protocol by letter.

#### C/ To carry out a commercial activity

Carrying out a commercial activity in France is subject to the company being registered on the trade and companies register. The special residence permit does not allow this.

All foreign nationals (excluding European Union – EU – and European Economic Area – EEE – and Swiss Confederation nationals) must, to register their company on the trade and companies register, be in possession of a residence permit which enables them to register a company listed in

appendix 1-1 of Article A.123-45 of the French trade code. The special residence permit issued by the Ministry for Europe and Foreign Affairs does not feature on this list.

However, the individual may invest in a company without creating it under their special residence permit but they may not be the legal representative of a company (and thus be registered as a trader as defined by the trade code). The company must be managed by a third person or the individual must collaborate with an individual who can hold the title of trader.

D/ To carry out a regulated activity

To carry out a regulated activity (doctor, nurse, architect, legal counsel, etc.), the interested parties must prove that they fulfil the conditions for carrying out that profession in France and must be registered with the relevant Order.

**3/ Organization**

The Ministry of the Interior shall handle the request as high priority as soon as it is received from the Ministry for Europe and Foreign Affairs.

For salaried professional activity requests, the service for foreign workers at Di(R)ECCTE shall process the requests as quickly as possible./.



The Ministry for Europe and Foreign Affairs – Protocol – avails itself of this opportunity to renew to the international organizations headquartered or established or having an office in France the assurances of its highest consideration.



## APPENDIX

Procedural information sheet regarding employment for dependants of a civil servant working for an  
intergovernmental international organization:

### Salaried employment

<b>Relevant instructions</b>	<p><b>Applicant:</b> Partner or child (aged under 21 years or dependent handicapped children aged over 21 years) of a civil servant working for an intergovernmental international organization</p>
<b>Purpose</b>	<p>Request for authorization to work under the special procedure for foreign nationals with a “special” residence permit issued by the Ministry for Europe and Foreign Affairs.</p>
<b>Services concerned</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intergovernmental international organizations</li> <li>- French Ministry for Europe and Foreign Affairs (MEAE)</li> <li>- French Ministry of the Interior (MI)</li> </ul> <hr/> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Di(r)ecctes - departmental units (foreign labour service).</li> </ul>
<b>Issuance procedure and documents to provide</b>	<p>As the individual holds a special permit issued by the MEAE, the request will be processed under a special procedure created by the MEAE and the MI.</p> <p>The civil servant working for an intergovernmental international organization should send the request to their organization who shall send it to:</p> <p style="text-align: center;"> <b>Protocole du ministère de l'Europe et des affaires étrangères</b>  <b>Sous-direction des privilèges et immunités diplomatiques et consulaires</b>  <b>57, boulevard des Invalides</b>  <b>75700 Paris .</b> </p> <p>Each applicant must submit the following documents:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- note verbale from the intergovernmental international organization addressed to MEAE Protocol;</li> <li>- Four copies of the CERFA Form No. 15186*02<sup>1</sup> “demande d'autorisation de travail pour un salarié étranger” [request for employment authorization for a foreign national] filled out and signed by the employee (sheets 1 and 2);</li> <li>- contract or <i>promesse d'embauche</i> [recruitment commitment] from the employer with the contact details of the company, type of employment, type of contract (CDD [temporary] or CDI [permanent]), weekly working hours and the monthly gross salary;</li> <li>- copies of the special residence permits of the partner or child and that of the civil servant working for an intergovernmental international organization in France;</li> </ul>

<sup>1</sup> Available at the following address <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/LRJ8894>

	<p>- 4 identity photos of the applicant</p> <p>This request shall then be submitted by the Ministry for Europe and Foreign Affairs – Protocol – to the Ministry of the Interior (DGEF - Professional Immigration Office) where it will be reviewed and a decision made.</p>
Review conditions	<p>The special residence permits issued to family members do not authorize holders to work in France. These requests are therefore, by way of derogation, examined by the Professional Immigration Office (BIP) of the Ministry of the Interior, in the first instance which cannot take into account the employment situation, even if there is no bilateral agreement between France and the applicant's country of origin for "salaried" work requests.</p>
	<p>Except under exceptional circumstances (contrats aidés, failure to respect regulatory minimum requirements, regulated professions for which certain conditions are not met, etc.), a temporary work permit shall be given by the BIP which shall inform the MEAE Protocol and instruct the relevant departmental unit (foreign labour service), depending on the applicant's place of residence, to accept the CERFA presented and issue a temporary work permit (APT).</p>
Duration of the temporary work permit	<p>The APT shall be of the same duration as the employment contract presented if it is less than 12 months (CDD contract) and 12 months in all other cases. It may be renewed as soon as the professional activity continues but within the limit of the civil servant's mission in France.</p>
	<p>The temporary work permit is validated upon approval of the relevant CERFA form and the departmental unit shall send a copy to the foreign national concerned and another to their employer.</p>
Cost of the temporary work permit	<p>It shall be issued free of charge and the employer shall not be asked to pay any tax or levy.</p>
Renewing the provisional authorization to work	<p>- For a CDI contract, the request must be submitted directly to the relevant departmental unit together with the following documents:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- copy of the initial temporary work permit (detailed in the CERFA form);</li> <li>- copy of the valid MEAE special residence permit for the foreign national concerned and their partner;</li> <li>- copies of the civil servant's latest three pay slips.</li> </ul> <p>- For a CDD contract, should the request regard the same employer, the documents to provide are the same as for the CDI contract with the addition of a copy of the amendment extending the CDD contract.</p> <p>Should the request regard a new employer, the applicant must make a new request according to the initial procedure.</p>